

AVIS DE LA DEMANDE DE COTATION N° 14 /DC/MINFOF/CIPM/2026
DU _____ POUR L'ACQUISITION DU MATERIEL INFORMATIQUE AU PROFIT
16 AVR 2026 DU CENTRE DE PROMOTION DU BOIS.
« EN PROCEDURE D'URGENCE »

1. Objet de la Demande de Cotation

Dans le cadre du renforcement des capacités des artisans-menuisiers, le Ministre des Forêts et de la Faune lance une consultation pour l'acquisition du matériel informatique au profit du Centre de Promotion du Bois.

2. Consistance des prestations

Les prestations comprennent notamment :

N°	Désignation	Quantité
01	Ordinateur de bureau	04
02	Ordinateur portable	06
03	Imprimante multifonction	02
04	Onduleur (UPS)	04
05	Suite Bureautique Microsoft Office	10
06	Antivirus + Licence (01 an)	10
07	Disque dur externe ssd + boîtier	07
08	Clés USB	10
09	Photocopieur+ socle	01
11	Toner Black pour photocopieur	02
12	Toner pour imprimante multifonction	04
13	Vidéoprojecteur	01
14	Pointeur laser	02
15	Rallonges électriques (multiprises parafoudre)	05

3. Participation et origine

La participation à la présente Demande de Cotation est ouverte aux prestataires de droit camerounais exerçant dans le secteur concerné et répondant aux critères de qualifications indiqués dans le présent Dossier de Demande de Cotation.

4. Financement

Les prestations objet de la présente Demande de Cotation sont financées par le Budget du Fonds Spécial de Développement Forestier de l'exercice 2026 sur la ligne d'imputation budgétaire n° 60 C6 352 2-34000011 0131 524211.

5. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette Demande de Cotation est en ligne.

6. Consultation du Dossier de Demande de Cotation

Le dossier physique peut être consulté gratuitement dans les services du Maître d'Ouvrage aux jours et heures ouvrables au Ministère des Forêts et de la Faune, Direction des Affaires Générales (Service des Marchés, porte 807 au 8^{ème} étage) de l'Immeuble Ministériel N° 2 dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

7. Acquisition du dossier de Demande de Cotation

La version physique du dossier peut être obtenue au Ministère des Forêts et de la Faune, Direction des Affaires Générales (Service des Marchés), porte 807 au 8^{ème} étage de l'Immeuble Ministériel N° 2 dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du DAO de quarante mille (40 000) Francs CFA, payable Trésor Public.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier de Demande de Cotation (DC) par téléchargement gratuit sur les plateformes COLEPS ou PRIDESOFT disponibles aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du dossier de Demande de Cotation DC.

8. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de vingt-sept millions (27 000 000) FCFA.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission timbré, acquitté à la main établie selon le modèle indiqué dans le Dossier d'Appel d'Offres, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO, dont le montant s'élève à cinq cent quarante mille (540 000) FCFA et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

Ledit cautionnement devra être accompagné de récépissé de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC), L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics accompagné de récépissé de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Remise des Cotations

Chaque cotation est rédigée en français ou en anglais.

La cotation devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 18/05/2016 12 heures. Une copie de sauvegarde de la cotation enregistrée sur clé USB devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

- Nb Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

11. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 18/05/2026 à 13 heures par la Commission de Passation des Marchés du Maître d'Ouvrage dans la salle de conférences du Ministère des Forêts et de la Faune sise au 6^e étage, porte 635, de l'immeuble ministériel N°2.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de la Cotation. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de Cotation.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordées par la Commission, l'offre sera rejetée.

12. Recevabilité des Cotations

Les pièces administratives, la cotation technique et la cotation financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous plis scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission.
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions la DC sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces de la DC, entraînera le rejet pur et simple de la cotation sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

13. Critères d'évaluations

Les critères d'évaluation sont de deux types : les critères éliminatoires et les critères essentiels.

13.1-Critères éliminatoires

Il s'agit notamment :

- a. de la non-production dans un délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente autre que la caution de soumission ;
- b. de l'absence du cautionnement de soumission ;
- c. des fausses déclarations, les manœuvres frauduleuses ou la falsification de pièces ;
- d. du non-respect d'au moins quatre (04) critères essentiels sur cinq (05) ;
- e. de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon de l'exécution d'une prestation au cours des trois dernières années ;
- f. du non-respect de 100 % des spécifications techniques indiquées dans les spécifications techniques des fournitures ;
- g. de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans la cotation ;
- h. de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE, le SDPU) ;
- i. de la non-conformité du modèle de soumission ;
- j. de l'absence de prospectus accompagné des fiches techniques du fabricant ;
- k. de l'absence de l'agrément ou de l'autorisation du fabricant ;
- l. de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- m. de l'absence la capacité financière ;
- n. de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;

13.2-Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :

- la présentation de l'offre ;

- les références du soumissionnaire ;
- le service après-vente (disponibilité des pièces de rechange, atelier de réparation, personnel technique) ;
- le planning de livraison
- les preuves d'acceptation du contrat (CCAP et DF) paraphées et signées

14. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet de la présente Demande de Cotation est de soixante (60) jours calendaires. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

15. Allotissement

La présente demande de cotation comporte un (01) lot.

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera la Lettre Commande au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante.

Par ailleurs, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de ne pas attribuer le Marché dans le cadre du présent Appel d'Offres à un soumissionnaire ayant déjà été cocontractant au MINFOF et dont les performances ont été jugées peu satisfaisantes ou ayant fait l'objet d'un constat de défaillance ou d'une résiliation.

17. Durée de validité des Cotations

Les soumissionnaires restent engagés par leurs Cotations pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixé pour la remise des Cotations.

18. Renseignements complémentaires


Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures au Service des Marchés du Ministère des Forêts et de la Faune, 8^e étage, porte 807, de l'immeuble ministériel n°2 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiecontracts.cm>.

19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes, tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargé des Marchés Publics (MINMAP) SMS ou appel aux numéros suivants : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé le 16 AVR 2026

LE MINISTRE DES FORETS ET DE LA FAUNE



Jules Doret NDONGO

Copies :

- Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) ;
- ARMP (pour publication) ;
- Président CIPM/MINFOF ;
- SIGAMP ;
- Affichage-chrono.

REQUEST FOR QUOTATION NO. 14/DC/MINFOF/CIPM/2026 OF 10 TO
SUPPLY IT EQUIPMENT TO THE WOOD PROMOTION CENTER.
“UNDER EMERGENCY PROCEDURE”

1. Purpose of the Request for Quotation

As part of efforts to build the capacities of stakeholders in the timber sector, the Minister of Forestry and Wildlife hereby launches a consultation to supply IT Equipment to the Wood Promotion Centre.

2. Scope of Services

The services shall include:

No.	Heading	Quantity
1	Desktop Computer	4
2	Laptops	6
3	Multifunction Printer	2
4	Uninterruptible Power Supply (UPS)	4
5	Microsoft Office Suite	10
6	Antivirus Software and 1-Year License	10
7	External Solid-State Drive (SSD) with Case	7
8	USB Flash Drives	10
9	Photocopier with Stand	1
11	Black Toner for Photocopier	2
12	Multifunction Printer Toner Cartridge	4
13	Video Projector	1
14	Laser Presentation Pointer	2
15	Electrical Extension Cords (Surge-Protected Multi-Socket Power Strips)	5

3. Participation and Origin

Participation in this Request for Quotation is open to service providers governed by Cameroonian law, operating in the relevant sector and meeting qualification criteria set out in this Request for Quotation.

4. Funding

The services subject to this Request for Quotation shall be funded by the budget of the Special Forest Development Fund for the 2026 financial year, Budget head No. 60 C6 352 2 34000011 0131 524211.

5. Submission Method

The submission method chosen for this Request for Quotation is online.

6. Consultation of the Request for Quotation File

The physical file may be consulted free of charge at the Contracting Authority's office during working hours, at the Ministry of Forestry and Wildlife, Department of General Affairs, Procurement Service Contracts Service, Room 807, 8th Floor, Government Building No. 2, upon publication of this tender.

It may also be consulted online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, as well as on the ARMP website (www.armp.cm).

7. Withdrawal of the Request for Quotation File

The Tender File shall be withdrawn during working hours at the Ministry of Forestry and Wildlife, Department of General Affairs, Sub-Department of Budget and Material, Procurement Service, Room 807, 8th floor, Government Building No. 2, upon publication of this Tender by presenting the original receipt, proof of payment of a non-refundable sum of CFA F 40,000 (forty thousand) to the Public Treasury, representing charges of the Tender File.

It is also possible to obtain the electronic version of this Request for Quotation File (RQF) by downloading it free of charge from the PRIDESOFT platform that is available at the addresses indicated above for the electronic version. However, submission by physical or electronic means shall be subject to the payment of charges of the Request for Quotation.

8. Estimated Cost

The estimated cost of the project following the preliminary studies stands at CFAF 27,000,000 (twenty-seven million francs).

9. Bid Bond

Bidders shall include in their administrative documents a stamped bid bond, paid at the counter, issued by a body or financial institution responsible for issuing bonds, approved by the Minister of Finance in the field of public contracts, whose list appears under Exhibit 14 of the Tender File, amounts to CFAF 540,000 (five hundred and forty thousand), valid for thirty (30) days beyond the initial date of validity of the offers.

The bid bond shall be accompanied by a deposit receipt issued by Deposits and Consignment Fund (CDEC). Any bid not accompanied by a bid bond from a first-class bank or a financial institution authorised by the Minister of Finance for public contracts, along with a receipt from the Deposits and Consignments Fund (CDEC), will be automatically rejected.

A bid bond that has been presented, but has no connection with the contract in question shall be considered null and void. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall be automatically rejected.

10. Submission of Quotations

Each must be drafted in English or French.

Each tender, drafted in English or French, shall be submitted by the bidder on the COLEPS platform latest on 18/05/2026 at 12 noon. A back-up copy of the tender saved in a USB driver shall be forwarded in a sealed envelope clearly and legibly labelled "back-up copy", in addition to the above indication, within the given deadline.

- Note: File size and format

Concerning online submission, the maximum sizes of documents that shall be uploaded on the platform and represent the bidder's proposal shall be as follows:

- 5 MO for the Administrative Offer;
- 15 MO for the Technical Offer;
- 5 MO for the Financial Offer.

Accepted formats shall be:

- PDF format for text documents;
- JPEG for pictures.

Bidders shall use compression software to reduce the size of the files to be forwarded.

11. Opening of Bids

The opening of administrative, technical and financial offers shall hold on 18/05/2026 at 1 p.m., local time, by the Special Tenders Board of the Ministry of Forestry and Wildlife, 6th floor, Room 635, Government Building No. 2.

Only bidders shall be allowed to take part in this opening session, or their representatives duly delegated by them.

Under penalty of rejection, the required administrative documents shall be absolutely produced in original or certified true copies by the issuing service or relevant authorities in accordance with the provisions of the Special Quotation Regulations. They must be dated less than 3 (three) months and must have been issued after the date of signature of the request for quotation.

In the event of a document in the administrative file is missing or does not comply with the specifications after a period of 48 hours allowed by the Commission during the opening session, the bid shall be rejected.

12. Submission of Quotations

Administrative documents, technical quotation and financial quotation shall be placed in separate envelopes and submitted in a large sealed envelope.

The Contracting Authority shall not accept:

- Envelopes bearing indications of the bidder's identity;
- Tenders received after the submission deadline;
- Applications that do not comply with the submission method.
- Envelopes not bearing indication of the Tender;

Any incomplete tender shall be declared inadmissible in accordance with the requirements of the Consultation File. The absence, notably, of a bid bond issued by a body or financial institution approved to issue bonds by the Minister of Finance in the field of public contract or failure to comply with sample documents in the Consultation File, the quotation shall be automatically rejected without any appeal. A bid bond that has been produced, but has no connection with the request in question shall be considered to be absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall be rejected.

13. Evaluation Criteria

There are two types of evaluation criteria: eliminatory criteria and essential criteria.

13.1-Eliminatory criteria

They include namely:

- a. Failure to produce, within 48 hours after the opening of the bids, a document in the administrative file deemed non-compliant or missing, other than the bid bond;
- b. Absence of a bid bond;
- c. False declarations, fraudulent practices or falsification of documents;
- d. Failure to comply with at least 4 (four) of the 5 (five) essential criteria;
- e. Absence of a sworn statement that the service has not been abandoned during the last three years;
- f. Failure to comply with 100% of the minor technical specifications set out in the technical specifications for supplies;
- g. Absence of a quantified unit price in the quotation;
- h. Absence of an element of the financial offer (the bid, Unit Price List, Pricing bills of Quantities);
- i. Failure to conform to the bid submission template;
- j. Absence of a prospectus backing up the manufacturer's technical data sheets;
- k. Absence of a valid manufacturer's authorisation or approval from an approved supplier where necessary;
- l. Absence of the dated and signed integrity charter;
- m. Financial strength;
- n. Absence of the dated and signed social and environmental undertaking.

13.2-Essential criteria

Indicative essential criteria for the bidder qualification shall include:

- Presentation of the offer;
- The bidder's references;
- Absence of after-sales service (availability of spare parts, repair workshop, technical staff).
- Delivery schedule;
- Proof of acceptance of the contract (CCAP and DF), duly initialled and signed.

14. Estimated Completion Period

The maximum period granted by the Contracting Authority for executing the services covered by this Request for Quotation shall be 60 (thirty) days. This period shall run from the date of notification of the service order prescribing the start of the services.

15. Allotment

This Quotation is comprised of 1 (one) lot.

16. Award

The Contracting Authority shall award the jobbing order to the bidder who has submitted a bid that meets the required technical and financial qualification criteria and whose bid is evaluated as the lowest.

Furthermore, the Contracting Authority reserves the right to deny the award of the Contract under this Call for Tenders to any bidder who has previously served as a co-contractor on a supply contract with MINFOF and whose performance has been deemed unsatisfactory, or who has been declared in default, or whose contract has been terminated.

17. Period of Validity of Quotations

Bidders shall be bound by their offers for 90 (ninety) days from the date of submission of their bids.

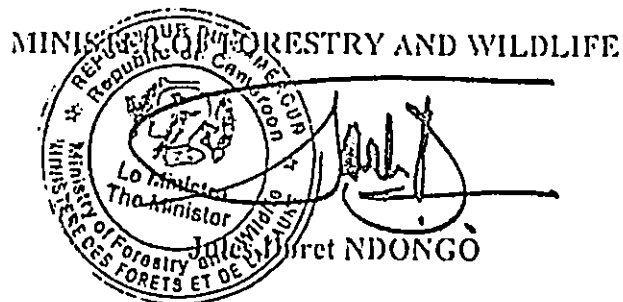
18. Additional Information

Further information may be obtained during working hours at the Ministry of Forestry and Wildlife, Department of General Affairs, Sub-Department of Budget and Maintenance, Procurement Service, Room 807, 8th floor, Government Building No. 2 or online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

19. Combatting Corruption and Shunning Unethical Behaviour

If you wish to report any practices, facts or corrupt acts, attempted corruption or unethical behaviour, please call CONAC on 1517, the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) through SMS or call the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Yaounde, 16 AVR 2025



Copies:

- The Authority in charge of Public Contracts (MINMAP);
- ARMP (for publication);
- MINFOF/CIPM Chairperson;
- SIGAMP;
- Notice Board - Records.